

Instituteurs et Institutrices en Résistance : jalons pour une histoire à faire

<https://centrehenriaigueperse.com/2026/05/27/instituteurs-et-institutrices-en-resistance-jalons-pour-une-histoire-a-faire/>

Le 27 mai est depuis 2013 la journée nationale de la Résistance. Ce jour correspond à la date de la première réunion du Conseil national de la Résistance présidée par Jean Moulin. C'est l'occasion de revenir sur l'action du Centre Henri Aigueperse qui vise à écrire l'histoire des instituteurs et des institutrices du SNI entrées en résistance en partit de 1940.

Extrait du dossier de résistant de Joseph Rollo, SHD Vincennes 16P518769

Comment faire l'histoire résistante des syndicalistes de l'éducation ?

Reconstituer l'itinéraire d'instituteurs syndicalistes entre 1940 et 1945 nécessite l'utilisation d'archives souvent éparpillées. On peut ainsi bénéficier des dossiers individuels du bureau Résistance, visant à l'homologation des personnes

ayant participé à des actions clandestines[1], mais aussi des dossiers professionnels des instituteurs conservés dans les archives du département d'exercice[2]. Il existe, de plus, des témoignages postérieurs à la période de l'occupation. Mais on a pu aussi mobiliser des archives en provenance du syndicat des instituteurs et institutrices. Trois fonds sont particulièrement intéressants sur ce point : les fonds SNI et FEN, conservés aux Archives nationales du monde du travail de Roubaix, en particulier les dossiers des sections départementales sur les années 1944-1946 où sont répertoriés les actions de résistance des instituteurs et institutrices[3]. Deux autres fonds, conservés jusqu'à présent par l'organisation syndicale SE-UNSA, héritière du SNI, sont aussi essentiels : d'un côté, un ensemble de manuscrits et de documents de Georges Lapierre, qui permettent de mieux connaître ses activités durant la Seconde Guerre mondiale. De l'autre, un fonds retraçant les activités de résistance de René Bonissel qui a reconstitué clandestinement le SNI à Paris. Ce dernier ensemble est primordial, car il apporte des documents originaux permettant de connaître les actes de résistance et les pratiques clandestines des instituteurs syndicalistes[4].

La position du SNI au moment de la disparition de la République et dans les débuts de l'Occupation

Le 10 juillet 1940 disparaît le régime républicain. Ce jour-là, on constate qu'il n'y a que deux députés instituteurs qui votent contre les pleins pouvoirs à Philippe Pétain : François

Camel, député de l'Ariège[5] et Augustin Malroux[6], député du Tarn. Tous deux, en plus de leur engagement socialiste, sont actifs dans le syndicalisme des instituteurs et ils ont gardé des liens importants avec les responsables du SNI. Ainsi, François Camel renoue les liens avec d'anciens socialistes et d'anciens syndicalistes dans son département, mettant en place une structure opposée à Vichy. Cela lui vaut l'hostilité du nouveau pouvoir en place et il est assassiné le 1^{er} mai 1941 sans qu'on n'ait jamais retrouvé le ou les coupables. L'activité résistante oblige à des actions clandestines et illégales, ce que ces opposants doivent apprendre souvent à leurs dépens[7].

Les nouvelles autorités organisent en effet la répression contre des syndicalistes instituteurs, perçus comme des agitateurs et des pacifistes responsables de la défaite. De l'été à octobre 1940, une série de mesures excluent bon nombre d'entre eux de leur profession, que ce soit la loi sur les sociétés secrètes ou le statut des Juifs, alors que d'autres sont déplacés d'office. Ce sont au total plus de 10 000 instituteurs qui subissent les mesures de Vichy et de l'occupant entre 1940 et 1944.

L'action clandestine du SNI reconstitué

À Paris, René Bonissel s'oppose à la fin de l'activité de la section du SNI et réussit à protéger la trésorerie de la section. Il est aidé par l'institutrice Juliette Harzelec dont on peut reconstituer l'action grâce aux nouvelles archives

évoquées[8]. Il entre ensuite en contact avec toutes les victimes des mesures de Vichy, soit pour les aider financièrement avec les fonds conservés, soit pour leur proposer un autre emploi. Il contacte à partir de 1942 tous les ancien.nes adhérent.es de la section parisienne : « Cher collègue, voulez venir me voir mardi 17 mars à partir de 18 heures, école garçons, rue du pont de Lodi, 6^e, René Bonissel [9]» peut-on lire dans une série de courriers qui ne sont jamais arrivés aux destinataires et que la poste lui a restitué car il indiquait son adresse au dos des enveloppes postées. D'autres répondent qu'ils et elles s'interrogent sur le rendez-vous proposé par l'ancien syndicaliste. On sait qu'il leur propose à la fois de l'aide, mais aussi de participer aux activités clandestines pour reconstituer une section syndicale et participer à des activités clandestines[10]. Il témoigne : « Révoqué par Vichy en octobre 1941, je me suis alors consacré uniquement à la Résistance (...) j'ai à peu près parcouru toute la France pour organiser un peu partout la résistance.[11]» il est en contact avec Georges Lapierre et Joseph Rollo qui organisent au niveau national le SNI clandestin, avec l'aide de René Paty, François Camel, d'Augustin Malroux et de nombreux autres militants socialistes et syndicalistes dans tout le pays. Lapierre entre en contact avec le mouvement O.C.M (Organisation Civile et Militaire) puis la plupart de ces militants deviennent actifs à Libération Nord[12]. On estime que les cadres de ce dernier mouvement sont pour moitié des enseignants, et avant tout

des instituteurs. Bon nombre d'entre eux participent également à des réseaux de résistance, chargés plus particulièrement de recueillir des renseignements militaires.

La bonne connaissance du milieu professionnel de l'enseignement primaire permet à ces anciens syndicalistes et de solliciter d'anciens compagnons de lutte. De plus, la profession d'instituteur, en particulier dans les territoires ruraux, fait d'eux un élément clé de la sociabilité résistance : très souvent secrétaires de mairie, ils peuvent par exemple distribuer clandestinement faux papiers et tickets de rationnement. Habiles à diriger des hommes, ils sont très souvent à la tête des maquis qui se mettent en place à partir de 1943. Pédagogues et aspirant à un monde meilleur après l'occupation, ils jettent les bases d'un nouveau modèle d'éducation plus démocratique et émancipateur. Enfin, il est également nécessaire de se plonger dans l'histoire de l'action des autres professions en lien avec l'éducation, que ce soit les enseignant.es du secondaire, les personnels administratifs et les cadres dont l'action résistance est encore trop méconnue.

Leur action clandestine a permis le développement de la Résistance : partout, des syndicalistes de l'éducation s'opposent à Vichy et au nazisme en protégeant les victimes de la répression, en organisant des groupes clandestins, en participer les armes à la main à la libération du territoire^[13]. Mais avec d'autres, Georges Lapierre et

Joseph Rollo, dirigeants du SNI clandestin durant ces années, ont aussi travaillé à réfléchir à l'avenir et l'éducation après la victoire. On trouve dans les archives de Georges Lapierre plusieurs manuscrits abordant la question de la réforme de l'éducation, tout comme une lettre de Joseph Rollo qui en janvier 1943 aborde la question de la place des instituteurs dans le monde rural : « L'enseignement pédagogique de demain devra donner aux futurs maîtres, avec un gros bagage pratique, une bonne dose d'idéalisme »[\[14\]](#). Syndicalistes avant 1940, ces instituteurs et institutrices résistant.es n'ont jamais oublié les raisons de leur combat : il s'agissait de construire un avenir démocratique, où l'éducation permettrait à toutes et tous de s'émanciper et de participer à un monde plus juste où pourrait régner la liberté et l'égalité.

Ne sont évoquées ici que quelques pistes d'une recherche en cours sur l'histoire de la période de la Seconde Guerre mondiale. D'autres articles sur ce site ont déjà abordé ce sujet (vous pouvez les retrouver dans la partie « Histoire sociale »).

[\[1\]](#) Nous avons ainsi principalement consulté les dossiers de Georges Lapierre, Joseph Rollo, René Bonissel, René Paty, Marcel Leclerc, Augustin Malroux, Albert Aubry, tous

syndicalistes au SNI. Ces dossiers sont consultables au Service Historique de la Défense de Vincennes.

[2] Sur ce point, nous avons surtout consulté des dossiers professionnels des inspections d'académie des départements bretons, dans le cadre d'une recherche en cours. Certains dossiers semblent égarés, ainsi nous n'avons pu retrouver pour le moment le dossier professionnel de Georges Lapierre.

[3] Voir l'inventaire en ligne pour les archives du SNI https://recherche-anmt.culture.gouv.fr/data/files/anmt.diffusion/pdf/inventaires/FranMT_IR_2011_14_all.pdf Pour les archives de la FEN, Fédération de l'Éducation nationale <https://recherche-anmt.culture.gouv.fr/ark:/60879/678140> Si ces deux fonds n'ont pas réellement d'archives sur la période 1940-1944, toutefois on trouve de nombreuses archives postérieures sur cette période.

[4] Ces archives sont en cours de classement et d'utilisation et ont vocation à rejoindre le fonds SNI aux ANMT de Roubaix. Cela permettra prochainement la réalisation d'un travail de recherche centré sur l'histoire des enseignant.es syndicalistes et socialistes pendant la Seconde Guerre mondiale.

[5] François Camel (1893-1941) participait à la publication *Agir* regroupant les partisans de la fermeté contre le nazisme où il s'exprimait sur la question laïque. Voir

sa notice du

Maitron <https://maitron.fr/spip.php?article18472>

[6] Sur Augustin Malroux (1900-1945) outre sa notice Maitron <https://maitron.fr/spip.php?article119778> , voir le livre de sa fille, Anny Malroux, *Avec mon père Augustin Malroux*, Albi, Rives du Temps, 1991. Voir aussi SHD, Bureau Résistance, GR16 387724.

[7] Voir aux archives départementales de l'Ariège 7W66, notes sur le décès de François Camel

[8] Sur Juliette Harzelec, voir sa notice biographique du Maitron <https://maitron.fr/harzelec-juliette-josephine-paule/>

[9] Archives du Fonds Bonissel, SE-UNSA.

[10] SHD Bureau Résistance, GR 16P 70571, dossier René Bonissel.

[11] *Idem.*

[12] Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée. Histoire du mouvement « Libération-Nord »*, Paris, Flammarion, 1999. Cet ouvrage vient d'être réédité sous le titre *Libération-Nord ou le syndicalisme résistant*.

[13] Les exemples sont très nombreux et on ne peut tous les citer ici faute de place. Un seul exemple complémentaire : l'instituteur Maurice Fonvieille (1896-1945) socialiste et syndicaliste à Toulouse, responsable du groupement des campeurs universitaires, qui participe activement aux actions clandestines avant d'être arrêté et déporté. Le musée de la Résistance et de la déportation de Haute-

Garonne, revient sur son parcours dans une brochure pour l'édition 2022-2023 du CNRD, en ligne <http://musee-resistance.haute-garonne.fr/fr/visites-scolaires/cnrdd-1/preparer-le-cnrdd.html>

[14] Fonds Georges Lapierre, SE-UNSA : lettre de Joseph Rollo du 24 janvier 1943.